



SOCIÉTÉ

Le système D des parents sans école

Alors que leurs enfants sont à la maison et qu'ils ont repris le travail, ils s'entraident pour leur faire la classe.

ÉDUCATION Avec un déconfinement scolaire très partiel, les parents s'organisent comme ils peuvent. « *Ce n'est pas franchement l'idéal à cause du virus, mais j'ai envoyé mes enfants chez leurs grands-parents, près de Toulouse avec une certaine mauvaise conscience* », raconte Stéphanie, agent immobilier lyonnaise. Elle et son mari ont repris le travail « à plein temps » cette semaine, mais ne font pas pour autant partie des parents « prioritaires » pour une reprise d'école. Le collègue privé de l'ainée ne lui proposait que deux matinées d'école par semaine et l'école publique de ses cadets n'acceptait les enfants qu'au compte-gouttes. « *Impossible de dépenser 1500 euros mensuels de baby-sitting pour aller travailler.* »

À Paris, c'est le « grand frère » de 14 ans qui gardera les deux petites sœurs de 10 ans, puisque leur école ne les accepte que deux jours par semaine, raconte leur père, urbaniste : « *Tant pis pour la continuité pédagogique, ce sera télé et tablettes à gogo en juin* », se résigne-t-il à l'avance.

Beaucoup de parents n'ont pas d'autre choix que de recourir au baby-sitting. À la tête de l'application Baby Sittor, Pauline de Montesson, dont l'activité était au plus bas pendant le confinement, commence à republier des annonces de familles. « *Nous n'avons plus de sorties le soir, souligne-t-elle. Il s'agit surtout de parents dont l'enfant ne reprend pas ou peu l'école. Lorsque les familles sont en télétravail, ils demandent des demi-journées pour pouvoir se concentrer à fond sur leur travail, l'après-midi par exemple.* »

Véra Dimitrova a presque retrouvé le chiffre d'affaires d'avant le confinement pour son agence Yoopies. « *On ne s'attendait pas à une reprise aussi rapide* », assure-t-elle. Et elle accueille évidemment « *plein de nouveaux parents qui ne peuvent pas mettre leurs enfants à l'école* », surtout les 0 à 11 ans. Une centaine d'entreprises

l'ont également contactée pour financer l'accès à cette plate-forme de mise en relation et faciliter le travail de leurs salariés. Mais certaines vont plus loin. Airme-

tic, entreprise de poêles à granulés de Brest (Finistère) a recruté une enseignante et aménagé une salle de classe dans ses locaux pour permettre aux employés d'y scolariser leurs enfants tout en venant travailler. Neuf au total, du CE1 à la troisième. Pierre Gadonneix, à la tête de l'établissement a eu cette idée quand il a appris

que ses enfants ne pourraient retourner en cours que quelques jours par semaine. Il a repensé l'aménagement « *pour que les enfants ne risquent pas de se cogner ou de se pincer avec les portes des poêles* », et contacté une entreprise spécialisée « *pour se fournir en masques, savon et gel hydroalcoolique* ». Les repas sont fournis par

« *le restaurateur installé de l'autre côté de la rue.* » Pour les cours, une petite annonce a été passée sur Facebook, et une professeuse a été trouvée dès le lendemain. Coût total de l'opération, enseignement, fournitures et nourriture compris : environ 7 000 euros. « *On s'y retrouve, car tous les salariés sont à leur poste. En quinze jours, l'opération était amortie.* » Le matin, l'enseignante imprime les devoirs des enfants et les aide à suivre le travail donné par leurs professeurs. Les récréations se passent dans un parking.

L'entraide entre parents joue aussi à plein pour recréer un esprit de classe via l'embauche d'enseignants, comme l'a fait Claude, père de famille à Strasbourg (Bas-Rhin) pour une poignée de collégiens dans son entourage. « *J'ai étudié les besoins des familles autour de moi. Puis j'ai proposé un mode de fonctionnement avec deux précepteurs. Un appartement a été réquisitionné pour l'enseignement* », raconte-t-il.



« Les cours particuliers vont être amenés à se développer encore plus qu'avant, no-

tamment au lycée », prédit Hubert Salaun, à la tête de la Peep, fédération de parents d'élèves du public. Stéphanie, elle, a dû recourir aux services d'Academia, le professeur de comptabilité de son fils, au lycée, étant « aux abonnés absents depuis le début du confinement ». Si au Café de l'industrie, à Paris (lire ci-dessous) les parents gardent un masque quand ils font la classe, à deux rues de là, un autre groupe de parents a créé une petite classe de six enfants en CE1 sans distanciation sociale dans un appartement Airbnb, non louable à cause du confinement.

Sophie, mise au chômage partiel lors du confinement par son entreprise de logistique, accueille de son côté, à Bordeaux, une amie de sa fille qui ne reprend l'école qu'un jour par semaine. « Ses parents qui travaillent chez un concessionnaire automobile étaient désespérés. Quant aux grands-parents de l'enfant, ils ne sont pas en capacité de l'accueillir. Je me suis dévouée, en espérant que quelqu'un m'aidera lorsque je devrai retravailler. » ■ M.-E.P

“Impossible de dépenser 1500 euros mensuels de baby-sitting pour aller travailler”

STÉPHANIE, AGENT IMMOBILIER LYONNAISE